

Encyclopédie
d'histoire des
FEMMES

Belgique, XIX^e-XX^e siècles

sous la direction d'Éliane Gubin et Catherine Jacques
avec la collaboration de Claudine Marissal

Racine

Libre pensée

Depuis le milieu du XIX^e siècle, le mouvement des libres penseurs et la libre pensée organisée soutiennent l'émancipation et l'autonomie sexuelle des femmes, qu'ils intègrent dans leurs combats. Pendant longtemps, leurs membres, leurs associations et leurs revues font même figure de précurseurs, ce qui se marque aussi dans l'évolution lexicologique des termes « pensée libre » et « libre penseur » en usage, aussi bien en français qu'en néerlandais, depuis la fin des années 1840. Déjà au début des années 1870, ils sont repris dans les dictionnaires, pratiquement d'emblée avec leur variante féminine spécifique, « libre penseuse », « *vrijdenkster* ». L'écrivain flamand August Snieders en fait un usage ironique dans *Het zusterke der armen. Een verhaal uit onze dagen* (*La Petite Sœur des pauvres. Un récit contemporain*). Dans le dernier quart du XIX^e siècle, le mouvement connaît une période d'éclat, qui vaut manifestement aussi pour les femmes.

Même si l'historiographie du féminisme le souligne encore trop peu, l'influence du mouvement de libre pensée sur les conceptions de la condition et de l'identité féminines et des comportements sexués est considérable. Le féminisme belge a surtout été assimilé à un mouvement libéral et bourgeois et les associations de femmes socialistes et catholiques ont longtemps été perçues dans le cadre d'une sociabilité liée aux partis. Quant aux associations où les femmes se consacraient à des questions d'éthique, comme la charité et la prostitution, elles ont été relativement occultées. Mettre en lumière le mouvement des libres penseurs brise ces séparations trop rigides. En Belgique, ce mouvement a été depuis les années 1850 un laboratoire d'idées où des libéraux, des radicaux, des socialistes ont échangé des considérations éthiques et se sont accordés dans leur critique sociale de la subordination des femmes. De son côté, le féminisme s'est formé dans une nébuleuse de revendications relatives à la condition sociale des femmes, au sein de laquelle, dans la pratique, des alliances divergentes ont pu être conclues. Ainsi, les radicaux et les socialistes ont souvent œuvré ensemble sur le terrain de la pensée féministe en gestation, comme à la Ligue de l'enseignement.

Les associations de libres penseurs sont parmi les premières à s'ouvrir aux femmes. Les statuts recèlent généralement une formulation du type « toute personne, quels que soient son sexe et son âge, peut être admise dans la société ». Mais il n'est pas précisé si les hommes et les femmes participent sur un pied d'égalité. En France, une clause est souvent ajoutée aux conditions d'accès, selon laquelle les femmes

(comme les mineurs) paient une cotisation moins élevée, et de ce fait occupent une position mineure au sein de la société. En revanche, la société bruxelloise Les Cosmopolitains prend soin de préciser en 1875, sans doute avec raison, que « les femmes sont admises aux mêmes conditions que les hommes; donc elles ont les mêmes droits que les membres effectifs quand elles sont de cette catégorie ». Dans la première association de libre pensée, L'Affranchissement, les femmes remplissent des fonctions dirigeantes.

L'accueil très large fait par les associations de libre pensée aux femmes résulte sans aucun doute de ce qu'elles ont été créées, à l'origine, pour organiser des enterrements civils, en opposition au monopole de l'Église catholique. Et la mort n'a pas de sexe. Néanmoins, la participation des femmes revêt aussi une signification émancipatrice dans la mesure où les sociétés de libre pensée s'engagent elles-mêmes, ou via des groupes de pression politique, dans le débat sociopolitique. L'organe de L'Affranchissement, *Le Prolétaire*, réagit en 1857 à la critique envers le mouvement démocratique, accusé d'avoir accordé jusque-là bien peu d'importance aux droits des femmes. Il fait remarquer que L'Affranchissement a déjà bien admis qu'« il était urgent de lutter pour la liberté de la femme ». Le message est en partie suivi. Comme en France, dans le dernier quart du XIX^e siècle, les femmes représentent environ 10% des membres. Souvent, il s'agit d'épouses ou de filles qui désirent un enterrement civil respectable. Mais les femmes sont aussi soutenues dans leur aspiration à une bonne formation et à l'amélioration de leur condition civile et économique. La Ligue de l'enseignement, créée par des membres de la société La Libre Pensée et la loge maçonnique progressiste Les Amis philanthropes, se révèle un puissant groupe de pression. Des femmes siègent dans son comité fondateur et la Ligue fournit un appui moral, personnel et financier à des militantes comme Isabelle Gatti de Gamond et Léonie de Waha, profondément impliquées dans l'enseignement laïque et neutre pour filles.

Ces revendications de la phase « pédagogique » du féminisme belge, qui s'inscrivaient d'ailleurs déjà dans la mouvance du socialisme utopique et libéral radical des années 1840, refont surface dans la presse de la libre pensée. Le journal indépendant et libre penseur *La Libre Recherche*, par exemple, défend en 1857 l'épanouissement intellectuel des femmes : « Nous pensons, pour notre part, qu'il s'agit moins, pour élever la femme, de lui présenter des solutions toutes faites sur toutes sortes de questions, que de la mettre à même, en exerçant son jugement, d'arriver insensiblement à la découverte de la vérité. » Le journal consacre beaucoup d'attention aux livres de femmes et sur les femmes. *La Liberté*, porte-parole de La Libre Pensée, privilégie dans la

seconde moitié des années 1860 la position des femmes sur le marché du travail, ce qui marque les quatre congrès que l'Association internationale pour le progrès des sciences sociales (AIPSS) organise de 1862 à 1865. L'initiative de ce large forum de discussion sur des questions d'actualité socio-économique prend naissance dans des cercles progressistes libéraux à l'intérieur de La Libre Pensée et des Amis philanthropes. Ces congrès suscitent de nombreux débats, et la question des femmes y est pour beaucoup. En introduction au congrès de Gand, «cette Babel du rationalisme», le journaliste catholique Alexandre Delmer écrit par exemple : «Les libres penseurs y ont proféré d'horribles blasphèmes ; on a glorifié M. Renan et M^{lle} Royer a encore fait des siennes.» La naturaliste et féministe française Clémence Royer n'est pas la seule oratrice à rencontrer du succès pendant ces congrès. Des femmes, en outre membres de l'AIPSS, imposent à l'ordre du jour des questions telles que le travail des femmes et leur éducation, et ce faisant, les intègrent dans le débat sur la question sociale. À partir des années 1870, il se produit néanmoins une rupture à propos de la condition socio-économique des femmes. Au sein des nombreuses sociétés de libre pensée qui commencent à se profiler, comme des groupes de pression socialistes, ce thème est relégué au second plan. Les organisations de libres penseurs d'obédience anarchiste ou libérale-sociale restent en revanche résolument engagées dans la question féminine et soutiennent la naissance du mouvement féministe.

Outre le fait qu'elles servent de plate-forme pour le développement et la diffusion des conceptions sur la condition sociale des femmes, les sociétés de libre pensée fournissent également une contribution importante à la prise en considération du discours sur la citoyenneté, l'acquisition des droits, l'épanouissement et la liberté sexuelle des femmes. De nombreux tabous sont discutés et levés dès la seconde moitié du XIX^e siècle dans des cercles de libres penseurs et cela se poursuit loin dans le XX^e siècle. Quand, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, la participation des femmes à la vie sociale commence à devenir une question politique, le discours sur l'égalité des sexes, la citoyenneté et le droit à l'épanouissement des femmes refait surface. Des décennies auparavant, le mouvement libre penseur avait déjà ranimé ce feu qui couvait sous la cendre. Une référence ancienne à la femme comme citoyenne résonne par exemple en 1852 lors d'un grand banquet des « tailleurs » réunis de Bruxelles. Parmi les orateurs, un au moins regrette que les femmes n'aient pas été invitées : le maçon, libre penseur et radical Henri Samuel, rédacteur en chef du journal socialiste utopique éphémère *La Civilisation*. Il porte un toast « à la CITOYENNE ! Qu'elle vienne à l'avenir [...] honorer de sa présence ces banquets. Honorer la femme !

Voilà le premier devoir de tout démocrate », affirme-t-il. « Ah ! N'imitons pas les gens "comme il faut" pour qui la femme n'est qu'un meuble ! » Les femmes doivent être protégées, mais elles appartiennent en même temps comme éducatrices, citoyennes et travailleuses à la vie publique, au groupe croissant des opprimés qui se dégagera de l'étreinte du grand capital et de l'Église. « Oui, citoyens, il faut que la femme et l'homme, l'ouvrier et l'ouvrière, la citoyenne enfin et le citoyen, n'aient qu'une même croyance religieuse et soient inspirés par une même foi politique. »

Ces convictions religieuses et politiques anticléricales ont toujours résonné dans le mouvement libre penseur. La conception de la femme, de la féminité et du comportement sexuel est une donnée ambivalente mais importante. L'omniprésence de l'Église catholique et de la morale catholique dans le domaine de l'enseignement et du travail social est un clou dans le cercueil des libres penseurs. Et aussi des femmes parmi leurs membres. Mais l'attention des libres penseurs pour la condition des femmes découle aussi de la considération peu émancipatrice que les femmes doivent être protégées contre leur réflexe religieux « naturel ». En même temps, l'anticléricisme du mouvement de libre pensée devient un bouillon de culture pour le néomalthusianisme ou plus généralement pour la diffusion des idées sur la contraception, l'avortement et le choix sexuel libre pour les femmes.

Même lorsque le mouvement de libre pensée, après la Première Guerre mondiale, dans une période de trêve scolaire et religieuse, atténuée progressivement son anticléricisme au profit d'une préoccupation sociale, les associations de libre pensée, comme la Ligue ou plus tard l'Association générale de défense de l'enseignement officiel, restent des mouvements numériquement influents. Les vieux thèmes comme les enterrements civils et la crémation, l'encadrement non religieux de la jeunesse et l'enseignement demeurent à l'agenda. D'autres s'y ajoutent, influencés par l'émergence des idéologies totalitaires : pour beaucoup de libres penseurs, l'anticléricisme est fondamentalement une garantie contre le fascisme, le national-socialisme et le communisme. Mais au XX^e siècle, le mouvement de libre pensée n'aura plus jamais l'importance qui a été la sienne dans le dernier quart du XIX^e siècle. Après la Seconde Guerre mondiale, les organisations rationalistes classiques perdent encore du terrain. Le courant majoritaire de la libre pensée organisée développe un profil largement humaniste où les aspects violemment anticléricaux s'atténuent en raison de la sécularisation croissante de la société. Le féminisme et la libre disposition de soi restent cependant des questions fortes et médiatiques.

HM

Despy-Meyer A., « La femme dans la libre pensée », in Mendes da Costa Y. et Morelli A., *Femmes, Libertés, Laïcité*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1989, p. 85-94 ; Tyssens J. et Witte E., *De vrijzinnige traditie in België. Van getoleerde tegencultuur tot erkende levensbeschouwing*, Bruxelles, VUBPress, 1996 ; Moors H., « Helpt vrijdenken? Vrijdenkenorganisaties in negentiende-eeuws Nederland en België: naar een comparatieve benadering », *Mores. Pedagogisch tijdschrift voor morele problematiek*, 45, 222, 2000, p. 151-173 ; Wils K., *De omweg van de wetenschap. Het positivisme en de Belgische en Nederlandse intellectuele cultuur (1845-1914)*, thèse de doctorat en histoire, KULeuven, 2000.

► Enseignement ; Féminisme, 1830-1914 ; Franc-maçonnerie

Ligue belge du droit des femmes

Créée en 1892, la Ligue belge du droit des femmes est la première association féministe en Belgique qui poursuit explicitement « la défense des droits et la protection des femmes ». Elle naît dans le milieu intellectuel bruxellois et tient sa première assemblée générale à l'Université libre de Bruxelles en présence du recteur Hector Denis. Les principaux artisans sont Louis Frank, jeune avocat bruxellois, Marie Popelin et Léonie La Fontaine, respectivement secrétaire général, secrétaire et trésorière. Louis Frank élabore le premier programme et les statuts de l'association. Elle reçoit également l'appui d'Henri La Fontaine et d'Isala Van Diest, membre de la Société de moralité publique.

La Ligue souhaite mener son action en dehors de la lutte des partis. Dès sa création, elle est néanmoins très fortement liée au milieu libéral et libre penseur bruxellois. Ses objectifs privilégient la révision des lois et des codes, de manière à obtenir l'égalité juridique et économique des femmes. Dans un premier temps, elle manifeste peu d'intérêt pour l'égalité politique et se concentre sur quelques fortes mobilisations en faveur de la « loi des sièges » (pour les vendeuses de magasin) et de la recherche de paternité. Elle crée un secrétariat permanent et un centre de documentation et diffuse ses idées par voie de conférences et de meetings.

La Ligue réunit rapidement près de 300 membres, recrutés pour l'essentiel dans la bourgeoisie libre penseuse et franc-maçonne. On y compte aussi les premières femmes diplômées de l'ULB ou ayant été formées dans les écoles de Gatti de Gamond, comme l'écrivaine Marguerite Van de Wiele. Mais des désaccords de différentes natures